



Conseil de sécurité

Débat ouvert : Protection des civils dans les conflits armés

New York, le 21 mai 2024

Déclaration lue par Thomas Gürber
Secrétaire d'État

Monsieur le Président,

Il y a 75 ans, suite aux horreurs de la Deuxième guerre mondiale, les Conventions de Genève étaient adoptées. « Notre vœu le plus ardent serait qu'elles n'eussent jamais l'occasion d'être appliquées », déclarait Max Petitpierre, ancien Président de la Confédération suisse et Président de la Conférence diplomatique, lors de l'adoption de ces textes. Aujourd'hui, 75 ans plus tard, nous devons constater que ce vœu ne s'est pas réalisé. Les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels sont par conséquent plus pertinents que jamais.

La Suisse salue la tenue de ce débat ouvert d'aujourd'hui. Il représente l'occasion de réaffirmer notre engagement commun pour plus d'humanité et de rappeler l'obligation qui nous revient, à nous tous, de mettre en œuvre le droit international humanitaire. Nous remercions la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, la Présidente du CICR ainsi que le Directeur du Center for Civilians in Conflict (CIVIC) pour leurs exposés qui illustrent l'urgence et la pertinence de nos délibérations de ce jour.

Monsieur le Président,

Dans son dernier rapport annuel sur la protection des civils dans les conflits armés le Secrétaire général attire notre attention sur un fait profondément troublant : tandis que les conflits armés dans le monde se multiplient, le droit international humanitaire est trop souvent bafoué. En voici quelques exemples :

- L'accès humanitaire à Gaza est gravement entravé, alors que la moitié de la population souffre de faim catastrophique et que la famine est imminente.
- Au Soudan, nous observons que la population civile est prise pour cible et que des violences sexuelles sont commises systématiquement dans le cadre du conflit.
- En Ukraine, les mines et les restes explosifs de guerre ont tué et mutilé des centaines de civils, y compris des enfants.
- Au Myanmar, plus de 3 millions de personnes ont été obligées de quitter leurs foyers depuis le début du conflit.

Monsieur le Président,

Ces exemples n'illustrent pas les corollaires inévitables des conflits armés. Ce sont, au contraire, des conséquences évitables dues à un manque de volonté politique de respecter le droit international humanitaire.

Protégeons les civils !

- En appelant sans équivoque toutes les parties aux conflits à respecter strictement le droit international humanitaire, partout et en toutes circonstances, et ceci même en l'absence de réciprocité ;
- Protégeons les civils, en exigeant un accès rapide, sûr et sans entrave à l'assistance humanitaire, et en protégeant ceux qui s'engagent en faveur de la protection des civils, comme l'exige le projet de résolution proposé par la Suisse qui est en train d'être négocié et qui sera prochainement ouvert au co-parrainage ;
- Protégeons les civils, en renforçant le droit international humanitaire par la ratification et la mise en œuvre de toutes les conventions pertinentes, notamment les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève ;
- Protégeons les civils, en assurant que justice soit rendue aux victimes des violations du droit international humanitaire. La Suisse appelle tous les Etats à reconnaître et soutenir la Cour Pénale Internationale ;
- Protégeons les civils, en améliorant la prévention des violations du droit international et utilisant systématiquement les instruments d'alerte précoce à notre disposition, par exemple en lien avec la famine.

Monsieur le Président,

Les Conventions de Genève représentent la pierre angulaire de l'édifice normatif que nous avons construit, pierre par pierre, sur les décombres des guerres, pour protéger les populations civiles et les personnes hors de combat. Chacun de nous, chaque Etat, a non seulement l'obligation de respecter le droit international humanitaire, mais également de le faire respecter, que ce soit au sein de son territoire ou par les parties au conflit.

Assumons nos responsabilités ! Saisissons l'opportunité que nous offrent les différents anniversaires en lien avec la protection des civils qui jalonnent cette année pour réclamer d'une voix forte et unie le plein respect, sans nuances ni exceptions, du droit international humanitaire. Car ce monde a ardemment besoin de plus d'humanité.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

75 years ago, following the horrors of the Second World War, the Geneva Conventions were adopted. "Our most fervent wish would be that they would never have the opportunity to be applied", declared Max Petitpierre, as President of the Swiss Confederation and President of the Diplomatic Conference, when these texts were adopted. Today, 75 years later, we can see that this wish has not been fulfilled. The Geneva Conventions and their Additional Protocols are therefore more relevant than ever.

Switzerland welcomes today's open debate. It represents an opportunity to reaffirm our shared commitment to greater humanity, and to recall the obligation we all have to implement international humanitarian law. We thank the Special Advisor to the Secretary-General on the Prevention of Genocide, the Assistant Secretary-General for Humanitarian Affairs, the President of the ICRC and the Director of the Center for Civilians in Conflict (CIVIC) for their briefings, which illustrate the urgency and relevance of our deliberations today.

Mr. President,

In his latest annual report on the protection of civilians in armed conflict, the Secretary-General draws our attention to a deeply disturbing fact: while armed conflicts around the world are multiplying, international humanitarian law is all too often flouted. Here are just a few examples:

- Humanitarian access to Gaza is severely hampered, while half the population is suffering from catastrophic hunger and famine is imminent.
- In Sudan, we observe that the civilian population is targeted and sexual violence is being systematically committed as part of the conflict.

- In Ukraine, mines and explosive remnants of war have killed and maimed hundreds of civilians, including children.
- In Myanmar, more than 3 million people have been forced to leave their homes since the start of the conflict.

Mr. President,

These examples do not illustrate the inevitable consequences of armed conflict. On the contrary, they are avoidable consequences of a lack of political will to respect international humanitarian law.

Let's protect civilians!

- By unequivocally calling on all parties to conflicts to strictly respect international humanitarian law, everywhere and in all circumstances, even in the absence of reciprocity;
- Let's protect civilians, by demanding rapid, safe and unhindered access to humanitarian assistance, and protecting those committed to the protection of civilians, as demanded by the draft resolution proposed by Switzerland, which is currently being negotiated and will soon be open for co-sponsorship;
- Let's protect civilians, by strengthening international humanitarian law through the ratification and implementation of all relevant conventions, in particular the Additional Protocols to the Geneva Conventions;
- Let's protect civilians, by ensuring justice for victims of violations of international humanitarian law. Switzerland calls on all States to recognize and support the International Criminal Court;
- Let's protect civilians, by improving the prevention of violations of international law, and systematically using the early warning instruments at our disposal, for example in relation to famine;

Mr. President,

The Geneva Conventions represent the cornerstone of the normative edifice we have built, stone by stone, on the rubbles of war, to protect the civilian population and people hors de combat. Every one of us, every State, has an obligation not only to respect international humanitarian law, but also to ensure that it is respected, whether within its own territory or by the parties to the conflict.

Let's assume our responsibilities! Let us seize the opportunity offered by the various anniversaries linked to the protection of civilians that mark this year to call with a strong, united voice for full respect, without nuance or exception, of international humanitarian law. Because this world is in desperate need of more humanity.

I thank you.